

Refonder le MJS pour refonder la Gauche

Contribution nationale à l'initiative de :

Sandrine Bernard (AF Val de Marne,), Nicolas Julien (AF Gard) et Stéphane Bertrandie (AF Somme)

et dont les premiers co-signataires sont :

David Assor (responsable du groupe de Sarcelles - Val d'Oise), Léonore Belghiti (CF Paris),
Stéphanie Blanpied (SBN), Mickaël Boutines (AF Gers), Gauthier Caron-Thibault (Délégué CCR Picardie), Fouzi Chetouani
(AF Haute-Savoie), Xavier Deleau (Délégué CCR Auvergne), Ludovic Devergne (AF Vienne), Eve Durquety (AF Vendée),
Ghita El Khyari, (responsable du groupe Monge-Paris),
Maxime des Gayets (SBN), Florent Guitton (AF Puy de Dôme), Yohannes Hommel (CNA), Julien Métifeux (BN), Azzedine
Lakhdar (AF Haute-Garonne), Sarah Proust (SBN), Agnès Salvadori (BN), Julie Sommaruga (CF Alpes-Maritimes), Arnaud
Terju (CF Oise)

Soyons honnêtes. Il n'est jamais agréable de dresser un bilan, qu'il soit globalement positif ou franchement négatif. Pourtant, il peut-être utile de se pencher sur son passé pour mieux réussir l'avenir. C'est à quoi nous aimerions que se livre notre organisation pour son VIème Congrès.

Nous ne serons pas les seuls, au moins dans le contenu des contributions, à appeler à la rénovation du Mouvement des Jeunes Socialistes. Mais, malheureusement, il y a fort à parier que seront bien rares au final, ceux qui dépasseront les postures pour poser des actes. L'histoire de notre Mouvement nous rappelle à chaque instant à quel point les propos savent s'affranchir des pratiques. Il nous faudra donc juger sur des faits et non sur des facilités de discours.

Si chacun s'accorde à penser que le 21 avril 2002 a été un coup de tonnerre pour la famille socialiste, quelles leçons ont véritablement été tirées de ce triste épisode ? Qu'avons-nous donc changé dans nos comportements et dans notre militantisme depuis un an ? Plutôt que l'affichage de la « nouveauté » sous toutes ses formes, a-t-on réussi à enclencher une remise en cause franche et collective ?

Pour l'instant, non ! Il paraît pourtant évident que la conjonction d'un taux d'abstention record chez les jeunes, du score élevé de Jean- Marie Le Pen chez les 18-24 ans et des 15% du candidat du Parti socialiste auprès de cette même tranche d'âge, devait pousser les organisations de jeunesse de Gauche et particulièrement le MJS à repenser leur fonctionnement, leurs campagnes, leur capacité de mobilisation et leur attractivité. Bref, à relever le pari de la refondation du MJS, dix ans après la conquête de son autonomie.

Ce pari nous voulons le relever avec l'ensemble des militants socialistes, dans une démarche de sincérité et d'ouverture. Ce texte est, en ce sens, une première initiative fondatrice : elle invite à l'échange, au dialogue mais aussi à la confrontation nette et sans faux-semblants des points de vue. Nous sommes des enfants du MJS. Nous participons à ses victoires, à ses déboires et à ses défaites, comme tant d'autres. Nous prenons toute notre part dans son animation quotidienne au niveau national, fédéral ou local, comme beaucoup d'autres. Mais nous assumons aujourd'hui de remettre en cause des positionnements, des pratiques et des dysfonctionnements néfastes.

Si nous avons des parcours, des histoires et des références militantes divers, nous pensons qu'il est temps de transcender nos différences pour avancer ensemble. C'est dans cet esprit que nous avons rédigé cet appel. C'est dans cette logique, que nous invitons chaque militant du MJS à se joindre à cette aventure.

Ce texte a été déposé au Conseil national du Mouvement des jeunes socialistes en juin 2003.

I. Une nouvelle donne ?

Sans revenir inlassablement sur le 21 avril, il nous paraît tout de même difficile d'ignorer cette date dans la redéfinition nécessaire du rôle du MJS.

Il est évident qu'une organisation politique de jeunesse comme le MJS ne peut avoir le même comportement politique quand la Gauche est au pouvoir ou quand la droite est aux responsabilités. Le rôle du MJS doit être plus encore redéfini quand les valeurs de la droite sont omniprésentes, y compris dans la vie médiatique. Il est alors crucial de réaffirmer nos valeurs avec d'autant plus de fermeté. L'exercice du pouvoir par le PS nous a certes rendus fiers d'appartenir au mouvement socialiste, à nous aujourd'hui de reconquérir l'opinion pour que ce soit encore possible demain. Car si nous faisons le constat que les socialistes n'ont pas perdu à cause de la médiocrité supposée de leur bilan, il est clair que c'est une certaine manière d'exercer le pouvoir et surtout d'animer le Parti socialiste pendant qu'il gouverne qui a été remise en cause.

La reconquête des jeunes est l'autre enjeu qui se présente à nous. Si nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les jeunes sont dépolitisés, il faut tout de même admettre qu'ils sont déconnectés des modes de militantisme classiques que nous pratiquons encore largement, souvent de façon légitime. En effet, quel moyen plus efficace de diffuser sa pensée que de la coucher sur le papier et de la diffuser massivement ? A priori, il n'y a rien à y redire. Mais, les jeunes sont en demande d'information et de formation avant que d'être convaincus. L'une des leçons que nous tirons du 21 avril est justement cette nécessaire humilité du politique face aux problèmes du monde. Notre objectif doit être de questionner et d'analyser des situations avant de leur trouver des débouchés politiques.

Pour répondre à ces nouveaux défis, nous devons rénover notre organisation de fond en comble à commencer par notre concept, si précieux, d'autonomie.

Σ Une autonomie pour quoi faire ?

Nous en avons souvent fait les frais dans des assemblées générales agitées de notre organisation : poser la question de l'autonomie du MJS est une gageure en soi tant elle se revendique, se proclame et se défend. Mais, si l'autonomie a été une conquête pour nos prédécesseurs au MJS, elle ne peut être un simple trophée posé avec fierté sur une des étagères de la rue de Solferino... Non, l'autonomie n'est pas une fin en soi mais bien un outil dont il faut se saisir, une potentialité qui doit être questionnée, une expérience sans cesse à renouveler.

L'autonomie est un marqueur du MJS. Après dix ans, il est normal d'en faire le bilan. Qu'est-ce que l'autonomie ? C'est la capacité pour le Mouvement des jeunes socialistes de déterminer lui-même son orientation politique, de désigner ses instances dirigeantes et d'assurer sa propre gestion financière. Passé cette définition, nous lisons dans les statuts qu'à chaque congrès, le MJS redéfinit ses rapports avec le PS. C'est bien la preuve que l'autonomie est une notion mouvante en ce qu'elle est difficile à maintenir. L'autonomie permet au MJS d'échapper à la lourdeur et à la chape de plomb que les grands partis s'imposent à eux-mêmes. Par ce caractère, le MJS prend la pleine mesure de sa nature : une organisation de jeunesse, qui n'est donc pas un parti politique soumis en permanence aux déterminismes électoraux, qui vit et doit vivre selon ses propres rythmes.

Mais l'autonomie ce ne sont pas des œillères les jours pairs et un passe-droit les jours impairs. Cela signifie trouver une méthode de fonctionnement qui survive aux aléas des majorités et des minorités. Faut-il s'interdire de penser, de faire des choix politiques dans le Parti quand on est un cadre du MJS ? Oui, si l'on pense que cela peut avoir une influence sur la lisibilité du mouvement. Mais, tout cela doit faire l'objet d'un débat avec tous les militants. Le MJS ne doit rien ignorer des débats du Parti et il doit y avoir sa propre analyse. Il vaut toujours mieux affronter les inconvénients du débat que les avantages apparents du silence.

L'autonomie est aussi un gage de respect du MJS. Encore une fois, nous affirmons que le MJS doit être plus ambitieux et plus rassembleur. Cela veut dire que le MJS ne peut se satisfaire de n'être, et c'est là la partie la

plus visible de son action, qu'un mouvement de chauffeurs de salles, de porteurs de tee-shirts et de brandisseurs de pancartes. Il est sûr que le MJS peut et sait faire autre chose, mais, il faut que cette « autre chose » prenne encore plus d'importance. L'on sait bien que chaque critique est considérée comme un crime de « lèse-autonomie », mais, il faut pourtant bien dire la vérité pour que les choses évoluent et que l'autonomie conserve encore tout son sens.

Car oui, l'autonomie doit avoir un sens, celui qui permet aux jeunes socialistes d'anticiper, d'inventer et de diffuser dans les esprits les idéaux d'une société plus juste. L'autonomie ne fait pas du MJS un mouvement crypté, caché dans son entresol qui ne se donne pas systématiquement les moyens de mobiliser massivement tous ses militants et se fait visiblement trop plaisir à faire des campagnes qui amusent, mais ne cherchent pas à convaincre. Or, il ne faut pas seulement faire sourire, mais il faut aussi faire réagir une opinion encore endormie...

Pour nous, le temps est venu de passer d'une autonomie structurelle du MJS à une véritable autonomie politique. Pour cela, notre organisation doit trouver sa place et donc sa pertinence dans la famille socialiste. Elle doit s'engager dans les combats qu'elle considère comme prioritaires et ne plus hésiter à prendre des initiatives audacieuses. Au PS, la rédaction de projets gouvernementaux, la gestion de l'Etat, la construction d'une alternative électorale. Au MJS, la mobilisation des jeunes pour la transformation sociale, la constitution d'un réseau socialiste dans la jeunesse, le lancement de campagnes visant à imposer nos idées dans les têtes afin de gagner dans les urnes. Commun aux deux : la proposition d'un projet de société, l'éducation populaire, le militantisme...

Σ La gauche a-t-elle besoin du MJS ?

Le MJS a une responsabilité énorme. Le PS, en acceptant de donner, il y a dix ans, l'autonomie au MJS a abandonné, volontairement ou non, à juste titre ou non, au profit de cette organisation, les thèmes « jeunes », l'adresse politique aux jeunes. Le rôle du MJS n'est donc pas seulement (mais l'est-il d'ailleurs?) de réunir commission thématique sur commission thématique pour répondre à chaque question d'actualité posée, mais bien d'être le mouvement représentatif de la jeunesse et l'élément politique mobilisateur des jeunes. Le MJS a donc la responsabilité d'être le pilier de l'engagement citoyen, au vu, notamment, de l'état des autres organisations politiques de jeunesse de gauche.

La gauche a donc besoin du MJS, pour porter un projet de société alternatif à celui qui nous est imposé par le libéralisme et par la droite quand elle est aux responsabilités. Or, les dernières élections l'ont montré, le MJS n'a pas rempli pleinement son contrat avec la gauche.

Contrairement à ce qu'affirment certains, nous ne pensons pas que les jeunes se désintéressent de la vie de la cité. Bien au contraire : les jeunes sont descendus dans la rue pour dire « non » à la guerre en Irak et « non » à Le Pen. A nous de leur donner l'envie de descendre dans la rue pour dire « oui » ! Si les jeunes sont politisés, leurs engagements sont trop souvent ponctuels (manifestations) ou sectorisés (action associative). Il s'agit bien souvent de changer son environnement proche plutôt que de transformer la société, de se mobiliser pour une revendication avant de s'engager en permanence pour des principes. Bref, les jeunes ne s'engagent pas sur un projet global (de société) et sur la durée. Pourquoi ?

Nous pensons que l'une des raisons réside dans nos modes de fonctionnement interne et dans les barrières sociales et culturelles qui existent encore entre certains citoyens et l'action politique. Une autre explication est à trouver dans la division de la Gauche fondée sur des clivages souvent anciens et qui implique que nos structures ne répondent pas aux attentes d'une jeunesse dont les aspirations ne se retrouvent pas dans une offre politique commune. Tout en respectant les identités de chacun, nous croyons possible de poser les bases de la convergence des diverses familles de la gauche politique, syndicale et associative susceptible de se forger un dessein commun. Nous militons pour que cette perspective d'un mouvement capable de fédérer les jeunes sur un projet collectif et global se concrétise dans les mois qui viennent et pour que le MJS en soit l'initiateur. Relever ce défi, oblige à organiser des moments de rencontres, de confrontations et d'échange avec nos partenaires au niveau local et national. Relever ce défi, c'est être utile à la Gauche.

II. Engager une triple refondation

Ce qu'a mis en lumière le 21 avril 2002, c'est la nécessité pour la Gauche de se refonder sur plusieurs plans : au niveau doctrinal bien sûr, mais aussi dans nos modes d'organisation et de militantisme. Beaucoup de nos partenaires politiques s'y sont d'ailleurs déjà confrontés avec plus ou moins de succès. C'est cette triple refondation qu'il nous faut enclencher maintenant.

Σ Une refondation doctrinale

Nous ne croyons pas qu'il faille tout casser pour tout reconstruire. A l'image de son aîné, le MJS, parfaitement bien rompu à la culture du consensus et du « ni ni », doit réaffirmer avec clarté quelques convictions. Pour cela, il faudra bien procéder un jour ou l'autre à un dépoussiérage. Dans le discours, les textes et les comportements des jeunes socialistes, il y a trop d'évidences proclamées pour trop peu de convictions fermement affirmées. Reconnaissons-le collectivement, nous ne sommes pas au clair sur l'ensemble de notre corpus idéologique et, dans nos débats comme dans nos textes, il y a beaucoup de postures. En réalisant cette refondation nous pourrions présenter au pays ce que pensent, disent et veulent les jeunes socialistes, en ce début de XXI^e siècle. Nous ne devons pas être révolutionnaires par folklore et réformistes par confort. Nous ne devons pas cultiver un style radical sans aller au bout de nos choix. Il s'agit d'être en harmonie avec ce que nous sommes sans jamais tiédir sur notre détermination.

La refondation doctrinale pour une organisation comme le MJS s'articule obligatoirement autour de la nature et de la place de la jeunesse dans les choix et les questions de société, son rapport à la formation et à l'emploi, son rapport à la citoyenneté dans une Europe à construire. La question des solidarités est plus importante que la seule autonomie de l'individu. La question de notre vision du monde face à ce que veut faire la droite est quant à elle fondamentale. Cette refondation ne peut pas être pensée comme un compromis, mais plutôt comme une clarification de nos convictions. Dans cette logique, nous croyons nécessaire de distinguer les principaux combats à relever, dans les deux ans qui viennent pour la jeunesse socialiste. Si des prises de position sont justifiées sur toute une série de sujets, elles nous obligent rarement à l'action.

Or, pour nous, l'orientation politique du Mouvement des Jeunes Socialistes n'a pas vocation à être un simple texte de référence rangé sur des étagères poussiéreuses et que l'on consulte pour savoir ce que le MJS pense sur telle ou telle question. Une orientation politique, nous la voyons avant tout comme une feuille de route pour chaque militant, comme une perspective politique qui est posée et qui structurent nos actions. Voilà pourquoi nous proposons que le MJS détermine les priorités d'action à engager dans les mois qui viennent. Pour notre part, nous souhaitons que cinq terrains d'action soient principalement investis par notre organisation :

- Notre participation à l'émergence de la social-démocratie européenne, à l'affirmation d'un modèle social et d'un espace public européen.

Rares sont les militants du MJS qui se sont prononcés contre le fédéralisme européen et c'est une bonne chose. La quasi-totalité de notre Mouvement est pro-fédéraliste mais, dans les faits, nos initiatives visant à voir émerger cette nouvelle entité politique sont encore trop faibles.

Pire, les débats relatifs à l'arrivée de nouveaux membres dans l'Union européenne ont été l'occasion pour certains d'alimenter un euroscepticisme inquiétant. Nous croyons à l'Europe comme à un modèle de civilisation qu'il convient de renforcer mais aussi de diffuser sur le reste de la planète. A terme, nous sommes favorables à l'entrée dans l'Union des pays de la Méditerranée, comme le Maroc, sous couvert des changements démocratiques, sociaux et économiques nécessaires. Mais surtout, nous pensons que l'Union Européenne a un rôle immense à jouer dans les relations internationales et notamment dans la régulation de la mondialisation. C'est à partir de notre continent que peut être initié un nouveau rapport entre nos pays si riches et ceux du Sud qui souffrent, entre autres maux, de la brutalité de nos économies. C'est vers cela que

nous devons orienter nos réflexions et nos campagnes et non dans une vision égoïste de l'Europe qui se résumerait à un club de pays riches.

En ce sens, nous faisons de nouveau la proposition d'une grande campagne pour l'élargissement qui permette d'ancrer dans l'opinion la nécessaire solidarité avec les pays entrants et le progrès que leur adhésion constitue pour faire de l'Europe un nouvel horizon de conquêtes pour la gauche.

- Notre participation à l'affirmation de l'économie sociale de marché comme cadre et de la lutte pour l'égalité des possibles comme objectif.

Notre socialisme doit être celui du réel et non du fantasme. L'économie de marché s'est imposée comme cadre des échanges économiques et a contribué de manière générale à créer de la richesse. L'économie planifiée n'a jamais pu s'acclimater à la démocratie et a fini par disparaître. Nonobstant, il ne s'agit pas de se résigner à l'impuissance du politique face à l'aggravation des inégalités sociales, à la faiblesse de la redistribution des richesses et à l'augmentation du nombre de laissés pour compte. Si l'économie de marché est notre cadre, un partage de la richesse plus juste et plus équilibré demeure notre ambition. Pour cela, nous devons porter notre réflexion en priorité là où elle se crée et se répartit. Car si l'Etat redistributeur a fait ses preuves, il a aussi montré ses limites. Refuser de les voir, c'est à terme le condamner. L'entreprise privée ne doit donc plus être cet ennemi tellement commode mais bien un champ de bataille et d'action à part entière. A ce titre, nous proposons plusieurs pistes de réflexion :

L'entreprise doit être le lieu d'une seconde chance pour ceux qui n'ont pas su ou pas pu profiter des moyens de formation initiale. Le MJS doit donc prôner une remise à plat totale et une réforme générale de la formation continue afin que cette dernière soit accessible à tous et en priorité à ceux qui sont le moins diplômés.

L'entreprise ne doit pas seulement appartenir à ses actionnaires mais aussi à ses salariés. Ces derniers doivent donc par le biais de leurs représentants avoir un poids réel dans la prise de décision et en particulier en matière de répartition des profits, de choix stratégiques et de principes d'organisation du travail.

L'entreprise ne doit plus être la vache à lait de quelques investisseurs peu scrupuleux obsédés par le profit réalisé à court terme. Elle doit donc pouvoir s'appuyer sur des banques de type coopératif respectant des principes citoyens et éthiques.

- Notre participation à la réduction de la fracture démocratique et à la conquête de nouveaux droits

Pour l'ensemble des adhérents de notre Mouvement, le socialisme s'inscrit dans la perspective démocratique. Or, nous sommes bien loin d'avoir atteint l'idéal démocratique Abstention, désaffection, cumul des mandats, complexité des procédures : les expressions du malaise démocratique que vit notre pays sont multiples. Car il s'agit bien d'un malaise démocratique et non seulement d'une question institutionnelle. Face à cela, nous nous devons d'intervenir dans le débat public en proposant une série de réformes radicales mais aussi en faisant la démonstration de notre rénovation : car il n'est pas possible comme c'est le cas jusqu'à présent de militer pour inscrire la parité dans la constitution et de refuser de l'inscrire dans les statuts. Ne pas s'appliquer à soi-même ce que nous voulons imposer aux autres, ce n'est pas cela faire de la politique « autrement ». Dans cette perspective, nous considérons qu'il ne faut jamais perdre de vue les liens étroits qui existent entre le *fonctionnement* de notre mouvement et la *fonction* que nous voulons lui assigner. Un mouvement de transformation de la société ne saurait être sclérosé, inerte, figé dans son organisation. Voilà pourquoi il nous faut, tout à la fois, adopter un langage neuf, un projet clair et renouvelé, mais aussi des pratiques nouvelles, une exemplarité militante retrouvée, une démocratie reconquise.

Nous proposons de mener campagne pour:

- Une démocratie plus ouverte qui donne le droit de vote aux étrangers, qui crée des dispositifs de démocratie participative et qui offre un statut de l' élu permettant à chacun, quelle que soit sa profession, de participer aux débats publics.

- Une démocratie plus juste qui organise la comptabilisation des votes blancs lors des scrutins, qui réforme en profondeur le Sénat et qui donne un véritable statut à l'opposition.
- Une démocratie plus accessible en rendant l'inscription sur les listes électorales automatique, en imposant le mandat unique et en organisant une véritable formation civique.

Si nous voulons que la qualité de citoyen l'emporte sur l'appartenance, au demeurant légitime, à telle ou telle communauté et si nous souhaitons voir accomplie la synthèse entre les identités et la République, nous devons faire en sorte, à notre niveau, de rendre accessible à tous l'expression de ses opinions politiques. C'est cela aussi le "vivre ensemble".

- Notre participation à l'invention de la société du savoir et de l'éducation permanente

Pour nous, la lutte contre les inégalités commence à l'école, mais doit aussi durer tout au long de la vie. La possibilité pour tous les citoyens d'accéder à un niveau de culture et de formation satisfaisant ne peut se résumer à un parcours scolaire, parfois chaotique, jusqu'à 18 ans. En effet, pour des raisons diverses et variées, des jeunes sont contraints ou souhaitent mettre un terme à leurs études tôt, voire même avant 16 ans, ce qui les handicape ensuite au cours de toute leur vie professionnelle. Nous devons donc militer réellement pour de véritables parcelles entre les différentes filières de l'éducation nationale, qu'elles soient professionnelles, techniques ou générales, y compris au stade des études supérieures.

Pour cela, nous devons nous appuyer sur les aspirations des jeunes collégiens et lycéens, ce qui suppose de prendre le temps de sonder leurs envies et leurs besoins en termes d'information et d'orientation. Nous ne pourrions en effet nous contenter de scander des slogans du type "Il faut valoriser l'enseignement professionnel" sans prendre conscience que le réel problème n'est pas là. Ce qui pose problème, c'est que le bac apparaît souvent comme la fin de l'histoire pour des jeunes qui pourtant auraient envie d'aller plus loin, même si cette envie est arrivée tardivement!

Bien sûr, la formation tout au long de la vie est une réponse parmi d'autres au besoin d'apprendre et de se réorienter, mais au-delà, notre rôle doit être d'envisager comment, dès le plus jeune âge, un jeune ne se verra plus enfermé dans une carrière toute tracée, comme si son destin était « gravé dans le marbre ». Nous sommes persuadés que c'est l'enjeu principal de la société de demain, où le savoir sera la principale richesse. Nous voulons, comme dans tous les domaines, que cette richesse soit partagée.

L'éducation nationale est essentielle, mais elle n'est pas tout. Aujourd'hui, des inégalités se développent dans le domaine des nouvelles technologies, dans le domaine de l'accès aux loisirs ou dans le domaine de la culture, au sens large du terme. Nous ne pourrions voir le problème par le petit bout de la lorgnette pendant longtemps. Parler de fracture numérique ne suffit plus, il faut passer à l'action. Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui le Mouvement des Jeunes Socialistes de militer pour que soit posée la question d'un service public culturel digne de ce nom ? Car au-delà de la question de la nature des opérateurs en charge du service public, l'enjeu majeur est la mission qui leur est assignée. Nous devons nous réapproprier la question des médias car aujourd'hui, ils sont les principaux vecteurs de valeurs et d'information (voire de désinformation) et la gauche ne peut rester insensible à la dérive actuelle, abêtissante et parfois même sordide.

- Notre participation à la régulation d'un progrès partagé

Ces dernières décennies, de grandes choses ont été conquises par la Gauche sur le plan social, politique mais aussi dans le domaine des libertés individuelles. Malheureusement, chaque nouveau droit, chaque progrès construit son lot d'exclus. On le sait, le droit de vote existe mais son exercice reste lié à des réalités sociales. Il en est de même de l'accès à la culture, au temps libéré, à des dispositifs de solidarité ou aux nouvelles technologies. Etre socialiste aujourd'hui, ce ne peut donc pas être seulement de militer pour obtenir de nouvelles libertés mais bien aussi de se battre pour qu'elles profitent à tous. Le MJS doit être le précurseur de cette nouvelle approche en menant campagne pour une société du progrès partagé. L'accélération des échanges, des inventions, de la connaissance et de science peut, si elle n'est pas régulée, produire de nouvelles

inégalités en ne profitant qu'à un petit nombre. Inventer de nouvelles réponses à ces questions, voilà un grand chantier pour notre Mouvement.

Σ Une refondation organisationnelle

Pour faire de la place dans nos débats et dans nos orientations à ceux que nous voulons défendre, encore faut-il que notre organisation soit accueillante. Force est de constater que c'est loin d'être le cas ; sinon, comment expliquer le *turn over* de militants que nous vivons chaque année et surtout l'absence de réelle augmentation de nos effectifs ? Entendons-nous bien, chaque militant, chaque fédération et chaque groupe politique portent une part de responsabilité dans cet état de fait. La question est de savoir comment collectivement nous parvenons à faire en sorte que le MJS soit une organisation où les jeunes se reconnaissent, ont envie de militer et de faire adhérer d'autres jeunes ?

Il nous semble que cela n'est pas possible dans le climat qui règne, surtout en période de congrès, entre les différentes sensibilités de notre mouvement. Nos divergences d'idées ne sont pas des raisons suffisantes pour remettre en cause les règles de courtoisie, de respect et de démocratie qui devraient s'imposer à tous. Il est grand temps de dédramatiser les clivages qui nous opposent alternativement aux uns, et aux autres. Il peut paraître tout à fait anachronique d'avoir à insister là-dessus. Et pourtant : exclusions, stigmatisations, différences de traitement et ne cessent d'être dénoncées. Nous même qui écrivons ces lignes pouvons avoir des responsabilités dans certains des faits cités. Mais s'engager collectivement à dépasser ceux-ci est un vrai pari que nous décidons de faire ! Comprendre que ces actes nous discréditent, et que ceux qui nous rejoignent ne le font pas pour se voir imposer une manière de penser et un comportement sectaire est aujourd'hui indispensable pour que le MJS soit plus représentatif et qu'il devienne un mouvement de masse.

Cette refondation organisationnelle passe également par une rénovation des liens entre la base militante et les responsables nationaux. Comme parlement de notre organisation, le Conseil National doit retrouver une place centrale, et cesser d'être une parodie. Ouvert à tous ceux qui le souhaitent, il doit avoir un ordre du jour extensible, envisager tous les débats d'actualité, déconnecter les débats des seuls « groupes politiques » et, au contraire, être l'instrument de cette réouverture du débat politique à destination de tous. Impliquer chaque militant suppose un inversement du sens des liens existant entre instances nationales et fédérations. Pourquoi des animateurs fédéraux ne siègeraient-ils pas au Bureau National, même alternativement ou sur demande ? Et après tout, pourquoi les déplacements financés par l'organisation ne le seraient-ils que du haut vers le bas ? Poser l'ensemble de ces questions suppose de renverser les priorités actuelles: notre souci commun ne doit plus être « comment tenir l'appareil » mais comment faire en sorte que notre organisation redonne toutes ses lettres de noblesse aux mots « débats », « convictions », « participation » et « adhésion ». Si nous voulons que les militants restent, encore faut-il qu'ils aient des raisons tangibles de le faire. Ils doivent apporter à l'organisation mais il doivent aussi recevoir : de l'information, des outils de compréhension de l'actualité et de conviction vers l'extérieur. Nous ne pensons pas que ces outils soient aujourd'hui inexistantes, néanmoins, nous faisons le constat que la place de l'adhérent dans le mouvement est souvent peau de chagrin. Etre militant au MJS ne peut signifier uniquement être un *supporter* de telle ou telle sensibilité ou de telle ou telle personnalité charismatique. Notre objectif doit être à l'avenir de faire de la stabilité de l'engagement une priorité. C'est à partir de cette base que nous renforcerons nos effectifs et que nous diffuserons massivement nos valeurs.

Σ Une refondation militante

Afin d'élargir notre base militante, nous pensons qu'il est nécessaire pour le MJS de jouer davantage un rôle d'éducateur, de pédagogue, non seulement sur nos valeurs mais aussi sur le clivage gauche/droite que beaucoup de jeunes, notamment des couches populaires, ne perçoivent plus comme étant un élément structurant. Indispensable aussi est la distinction qui doit s'opérer entre communication et formation. Nous devons avoir à l'esprit que les supports sur lesquels nous faisons campagne doivent être à l'image de ce que nous défendons. Nous ne devons pas tomber dans le simplisme de l'image sous le mauvais prétexte que les jeunes ne seraient sensibles qu'à ce seul mode d'expression. Aller à leur rencontre à travers des référents

culturels qui appartiennent à leur quotidien ne doit pas nous affranchir de nous confronter à eux sur le plan des valeurs lorsque cela s'avère nécessaire.

Refonder notre militantisme doit aussi passer par une meilleure prise en compte des sujets qui aujourd'hui font débat sans que les partis traditionnels ne s'en saisissent réellement ou sans tabou. Nous devons être l'avant garde non seulement pour marquer notre différence mais surtout pour être utile à toute la gauche. En ce sens, nous devons nous engager plus fortement dans un militantisme européen supranational, notamment dans la perspective des élections de 2004, de façon à représenter une réelle valeur ajoutée dans les débats qui nous attendent avec nos aînés. De même, nous devons remettre au goût du jour le concept de la jeune gauche, afin d'être la cheville ouvrière de l'union aux prochaines élections et, plus globalement, d'un mouvement de toute la gauche.

D'autre part, si nous voulons être en phase avec les jeunes, nous devons revisiter notre orientation politique et vérifier sa pertinence avec les problèmes rencontrés par la société. Au-delà du simple fait d'avoir des positions arrêtées sur tel ou tel sujet, encore faut-il s'assurer que nous sommes bien au cœur du mal à résoudre. Or, sur un certain nombre de questions majeures, qu'elles soient économiques, sociales ou sociétales, nous nous trompons souvent de cible. Un exemple, les emplois jeunes. Nous aurions pu, en sachant prendre le pouls des jeunes salariés sous ce statut, faire remonter leurs revendications en termes de formation ou de reconnaissance de l'expérience acquise. Cela aurait sûrement servi le parti pour mieux gérer les incompréhensions face à la politique menée par le gouvernement et cela nous aurait permis à nous de jouer un réel rôle de "passeur" quant aux attentes des jeunes. Ce rôle de sas, qui doit aussi être joué par les organisations syndicales, nous permettrait de nous nourrir des aspirations des jeunes tout en participant au processus d'élaboration d'une politique publique. Voilà à quoi pourrait ressembler une véritable autonomie politique.

Sur la question des discriminations ainsi que sur celle de la laïcité, le constat est le même : nous pouvons continuer à mener des campagnes révoltées sur l'état des discriminations et lutter contre les communautarismes en France, mais tant que nous ne donnerons pas la parole aux jeunes qui en sont victimes pour nous aiguiller vers des solutions possibles, le problème restera entier et notre utilité politique contestable.

Enfin, nous ne devons pas sacraliser un mouvement social qui aurait des vertus purificatrices et magiques. Il change de nature en fonction des luttes et il convient d'analyser la détermination des uns et des autres. Il ne faut pas voir la radicalité où elle n'est pas. Nous ne pensons pas non plus que le 21 avril, avec le poids nouveau de l'extrême gauche, a consacré la fin de la social-démocratie. C'est pourquoi il faut affirmer clairement ce que la droite défait et ce que nous voulons faire et comment. Certes, nous n'avons pas la réponse immédiate à tout. Mais, nous ne devons pas nous contenter de défendre des acquis. Nous devons aussi apporter des réponses à des questions qui se posent afin de conquérir de nouveaux acquis pour avancer plus loin dans la justice sociale. Notre militantisme doit être un militantisme de proposition et non seulement de contestation sociale, y compris en période d'opposition.

III. Prendre nos responsabilités

Alors, après avoir dit tout cela, il faut passer à nos échéances concrètes. Un Congrès pour quoi faire? Pour renouveler une orientation politique, une équipe nationale, des animations fédérales, des équilibres globaux? Peut-être, tant il est vrai que l'autonomie statutaire du MJS oblige à ces procédures toujours compliquées, quelques fois effrayantes de démocratie interne. Mais, ce serait une défaite, si nous n'étions pas capable de dépasser ces logiques statutaires pour saisir la dimension politique de nos choix. Ce moment particulier n'est pas qu'un passage obligé parce qu'il est inscrit dans les statuts, c'est aussi l'occasion pour les jeunes socialistes de dire ce qu'ils veulent pour l'avenir de leur organisation. Nous souhaitons faire prévaloir en toutes circonstances les logiques de débat sur les logiques de pouvoir.

C'est pourquoi, oui, ce congrès serait un échec collectif si aucune des questions présentes dans ce texte n'étaient posées d'ici au mois de décembre. L'enjeu central, c'est notre capacité à définir nos tâches idéologiques, politiques et militantes qui permettront à la gauche, demain de donner toujours plus de contenu à notre réformisme, plus d'audace à nos projets et plus de partisans à une stratégie de rassemblement pour la reconquête du pouvoir. Toute autre action est futile et nous éloigne de l'essentiel. Refonder la pensée des socialistes, refonder l'organisation de la Gauche, refonder notre propre organisation... Voilà une feuille de route cohérente et lisible à proposer à nos adhérents. Nous savons qu'il ne suffit pas de clamer le changement pour qu'il soit effectif. Bien souvent d'ailleurs, certaines formes de conservatisme se cachent confortablement derrière les discours de nouveauté. Nous ne sommes plus dupes et nous savons que la proclamation verbale d'un « Nouveau MJS », les vœux pieux et les discours de circonstance ne suffiront pas à transformer notre organisation. Ce que nous voulons, ce n'est pas d'une révolution de façade destinée à multiplier les illusions mais bien d'une réforme en profondeur, sans liste de proscrits. Dans ce domaine aussi, nous sommes des réformistes...

La rénovation, notre refondation, doit prendre corps par des actes concrets, par des changements de comportements individuels et collectifs. Il n'est plus possible que ceux qui émettent des réserves sur la façon dont fonctionne le Mouvement des Jeunes Socialistes, soient immédiatement considérés comme des « traîtres » ou des « liquidateurs ». Il ne saurait y avoir, d'un côté, des bons militants fidèles et silencieux et, de l'autre, les mauvais, ceux qui s'intéressent à notre vie interne et qui, dès lors, ne peuvent être guidés que par de mauvais esprits ou des forces obscures...

Dans une organisation comme la nôtre, il n'est pas sans risque de prendre position sur toute une série de domaines. Pourtant, la façon dont nous fonctionnons, nos carences, nos erreurs collectives, nos priorités concernent chacun d'entre nous. Mieux, les réponses que nous pourrions y apporter sont attendues par beaucoup d'autres. Par ces fameux adhérents du « 21 avril » certainement, qui nous ont rejoint pour participer à nos combats politiques et qui attendent que nous trouvions les moyens de leur donner toute leur place. Par ces jeunes qui hésitent à s'engager, pour qui le monde politique est une nouvelle caste moderne et les structures qui l'animent les gardiens jaloux d'intérêts cachés. C'est pour nous comme pour eux que nous prenons la responsabilité de contribuer aux débats des jeunes socialistes.

Nous l'avons dit, nous sommes issus d'histoires politiques différentes, mais nous sommes guidés par les mêmes exigences. Nous souhaitons pouvoir porter une alternative à ce qui existe jusqu'à présent. Sur le contenu, nous assumerons l'ampleur de la refondation doctrinale et nous proposerons des orientations résolument réformistes. Sur l'organisation de la Gauche, nous continuerons à proposer la perspective d'un Mouvement de toute la Gauche qui associe les structures politiques, associatives et syndicales. Quant aux questions ayant trait à la vie interne du MJS, nous resterons attachés à l'amélioration de la démocratie, de la participation militante et à l'éradication de la triche. Nous souhaitons être rejoints par de nombreux autres adhérents dans la constitution d'une identité commune. Peut-être même que le groupe dit majoritaire, Nouvelle Gauche, acceptera de reprendre à son compte, nos exigences les plus fortes. C'est ce que nous souhaitons à une condition : que les textes soient accompagnés des actes.

Que chacun dise ce qu'il compte faire et fasse ce qu'il dit.